



**L'appel au génocide lancé par Nganang pourrait peut-être lui coûté très cher. 237actu.com apprend du journal Essinga dans son numéro 223 en kiosque hier lundi 15 juillet, qu'un collectif de Camerounais basé aux États-Unis a porté l'affaire devant les juridictions américaines.**

Dans un grand dossier proposé par ce hebdomadaire jugé proche du pouvoir, il est indiqué que le commandant du cinquième commandement a été saisi depuis le 2 juillet 2019 par des collectifs de Camerounais des États-Unis et principalement le compatriote Emmanuel Nsalai qui, dans une requête suffisamment documentée reprend certaines des vidéos produites et diffusées par Patrice Nganang, appelant à tuer les Bulu.

*« Veuillez trouver dans ce rapport les propos d'Alain Patrice Nganang, professeur à l'université Stony Brooks, sur les crimes motivés par la haine contre les Bulu. Il y a moins de 30 minutes, notre bureau a été contacté par des victimes, car ses partisans, qui écoutaient et à la suite de son discours de haine, ont attaqué et brutalisé deux hommes d'origine Bulu », écrit l'avocat des plaignants dans un requête dont Essingan a pris connaissance.*

*« Dans cette vidéo YouTube jointe, le lien se trouve ici, (vidéo supprimée) , M. Nganang commet des actes qui, en vertu des articles 485 et autres du Code pénal de la loi de l'État de New York, constituent des crimes motivés par la haine contre le peuple Bulu. Veuillez noter que M.*

*Nganang parle en français, ce que nous avons traduit. Nous attendons cependant une traduction des passages où il parle dans son dialecte local : À la minute 1h30 environ, M. Nganang demande à ses partisans d'agresser et de blesser physiquement des personnes de la tribu Bulu », détaille toujours l'avocat.*

Pour mémoire, l'américano-camerounais a appelé clairement au génocide de la communauté Beti-Bulu dans l'une de ses dernières vidéos devenue virale sur la toile. « *Ce sont les Bamiléké qui sont attaqués de manière générale* », déclarait-il dans sa vidéo, appelant à la mobilisation de « sa » tribu, contre les Béti-Bulu, tribus pochant du président de la république Paul Biya.

Des propos dangereux qui avaient rapidement provoqué des réactions au sein de l'opinion. Le ministre Grégoire Owona, secrétaire général adjoint du comité central du parti au pouvoir le RDPC, avait suggéré avec insistance à Patrice Nganang de retirer ses propos et de « *poursuivre ses combats en respectant un minimum de règles éthiques et un langage convenu* ».

Sismondi Barlev Bidjocka, journaliste d'investigation, avait souhaité pour sa part que le ministre des Relations Extérieures convoque l'ambassadeur des Etats-Unis pour lui signifier qu'un citoyen américain appelle à la guerre civile au Cameroun.

Notons que le discours ethnique et le regain sur le tribalisme montent en puissance au Cameroun, il a été encore amplifié avec l'élection présidentielle du 7 octobre 2018. Patrice Nganang est aujourd'hui présenté comme l'un des principaux instigateurs.